

Bienne s'inquiète pour le bilinguisme et la cohésion

Concessions radio/TV

TeleBilingue a perdu les droits de diffusion pour la région au profit du projet Canal B de la télévision neuchâteloise Canal Alpha.

La perte de la concession de TeleBilingue a été accueillie avec étonnement et inquiétude jeudi à Bienne. Le maire de la ville, Erich Fehr, craint qu'avec un nouvel acteur externe à la région, la compréhension entre les deux groupes linguistiques ne soit mise à mal. L'édile socialiste s'est dit «consterné» par la décision de l'Office fédéral de la communication (OFCOM), qui a attribué la concession pour la région de Bienne au projet Canal B de la télévision neuchâteloise Canal Alpha. Cette concession était jusqu'ici détenue par TeleBilingue.

Les autorités municipales estiment que ce choix est purement économique et qu'il ne prend pas en compte la spécificité de son bilinguisme vécu au quotidien. Il affirme que seule une rédaction bilingue et diffusant sur un même canal ses informations en français et en allemand est à même de comprendre la vie biennoise. «TeleBilingue a une connaissance fine du bilinguisme de notre région et de sa manière de fonctionner», renchérit la directrice du Forum du bilinguisme, Virginie Borel. Pour elle, la décision de l'OFCOM représente un risque pour le bilinguisme biennois. On ne peut pas simplement traduire, il faut comprendre la manière de penser de cette région. Il ne faut

pas gérer le bilinguisme avec la position de Neuchâtel, ajoute-t-elle.

Synergies avec Canal Alpha

De son côté, Canal Alpha souligne que le studio principal de Canal B sera basé à Bienne, avec quelque 35 collaborateurs, dont une équipe de 20 journalistes. «On aura des synergies avec Canal Alpha [...], mais les deux chaînes seront bien différenciées», a ajouté son directeur, Marcello del Zio. «On est devant un défi, car on doit mettre en place une chaîne en un an, mais on est confiant dans nos capacités.» L'objectif de Canal B, qui aura une offre de programme bilingue, est de diffuser sur deux canaux distincts. «Si ce n'est pas possible, on alternera entre la version en français et celle en allemand», précise le directeur.

TeleBilingue a pour sa part pris connaissance de la décision de l'OFCOM avec surprise, mais aussi «une grande motivation», indique le groupe Gassmann. Elle va l'examiner «à fond» afin d'en tirer les conséquences. «Nous mettrons tout en œuvre pour continuer à fournir à nos téléspectateurs des contenus et des images sur notre région», ont assuré les copropriétaires du groupe dans un communiqué. Ils ajoutent que les possibilités numériques offrent de nombreuses opportunités.

Avec le «Journal du Jura», le «Bieler Tagblatt», RJB, la radio allemande Canal 3 et l'application bilingue ajour, l'éditeur Gassmann entend continuer à servir de pont entre les deux langues et les deux cultures.

ATS

Autoroutes

Référendum contre les extensions déposé

Les Suisses devraient se prononcer sur l'extension des autoroutes. Le référendum contre les développements évalués par le parlement a été déposé jeudi, muni de quelque 100'000 signatures. Ces extensions autoroutières, chiffrées à 5,3 milliards de francs, coûtent trop cher et vont à l'encontre des mesures à prendre pour la protection du climat, souligne l'alliance Stop à la folie autoroutière. Le parlement a analysé six projets lors de la session d'automne, dont un romand: l'axe Le Vengeron - Coppet - Nyon. L'autoroute doit notamment être élargie à deux fois trois voies. **ATS**

Le chiffre

2

Deux ouvriers ont été gravement blessés dans un accident ferroviaire mercredi peu après 22h30 à Zurich. Un train de travaux a percuté une pelleteuse de voie ferrée. L'accident s'est produit sur le viaduc de Wipkingen, qui mène à la gare centrale. Pour une raison encore inconnue, un train de travaux stationné près du portail nord du tunnel ferroviaire de Wipkingen s'est mis en mouvement et a roulé en direction de la gare centrale de Zurich, a indiqué jeudi la police cantonale zurichoise. Le tronçon était fermé au trafic en raison de travaux. **ATS**

Crime d'honneur

Winterthur (ZH) Un Serbe de 79 ans écope de 20 ans de prison pour avoir assassiné l'épouse de son petit-fils en 2021 à Winterthur (ZH). L'accusé s'était déplacé dans ce but depuis la Serbie, armé d'un revolver, car sa compatriote âgée de 32 ans avait démenagé en Suisse avec ses enfants sans son mari et demandé le divorce. **ATS**

Delon ausculté

État de santé Un médecin a été saisi afin d'évaluer l'état de santé d'Alain Delon après les demandes de mise sous protection judiciaire formulées par des avocats de l'acteur de 88 ans et de son fils Anthony, a annoncé jeudi le Parquet de Montargis (F). **AFP**

Diplomatie

Le premier ministre chinois Li Qiang en Suisse lundi

Le premier ministre chinois, Li Qiang, sera en visite officielle en Suisse lundi. Il sera accueilli avec les honneurs militaires par la présidente de la Confédération, Viola Amherd. La rencontre aura lieu au Domaine du Lohn à Kehrsatz (BE). Un tête-à-tête est prévu entre les deux ministres. Des entretiens officiels sont également prévus. L'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine pourrait être l'un des thèmes abordés. La Suisse et la République populaire de Chine entretiennent des relations bilatérales depuis 1950. La Chine est le troisième partenaire le plus important de la Suisse après l'UE et les États-Unis. **ATS**

Scandale en Allemagne



Alice Weidel, la présidente d'Alternative pour l'Allemagne (AfD), lors de l'assemblée électorale européenne du parti d'extrême droite, à Magdebourg (Allemagne), le 29 septembre 2023. AFP/RONNY HARTMANN

Le plan de «remigration» met l'AfD dans l'embarras

Le projet secret de responsables d'extrême droite et de néonazis relance le débat sur l'interdiction de l'AfD, en tête des sondages à l'est du pays.

Christophe Bourdoiseau
Berlin

Comment expulser en Afrique des millions d'étrangers et d'Allemands issus de l'immigration? Ce plan ne sort pas des archives nazies. Il a été élaboré lors d'une rencontre secrète organisée en novembre dernier par des responsables politiques d'extrême droite, des néonazis et des entrepreneurs réunis autour de l'identitaire autrichien Martin Sellner dans une villa de Potsdam, en bordure de Berlin.

La conférence portait sur la «remigration», un néologisme d'extrême droite pour qualifier le retour des citoyens d'origine étrangère dans leur pays d'origine. L'objectif? Élaborer un «masterplan» pour déporter vers l'Afrique des gens sur la base de critères racistes, qu'ils soient déportés ou non d'un passeport allemand. «La situation n'a jamais été aussi favorable pour que notre pays se refasse une santé», était-il écrit sur le carton d'invitation. En 1940, les nazis avaient prévu eux aussi de déporter 4 millions de Juifs sur l'île de Madagascar.

Cette réunion n'aurait pas fait beaucoup de bruit si elle n'avait pas eu lieu en présence de trois cadres de l'AfD (Alternative für Deutschland), deuxième force politique d'Allemagne dans les sondages (22%) et premier parti dans les régions de l'ancienne RDA avec plus de 35% d'intentions de vote.

Selon les révélations du pool d'enquête Correctiv, Roland Hartwig, conseiller de la présidente de l'AfD, Alice Weidel, mais aussi le chef du groupe parlementaire de la région de Saxe-Anhalt, Ulrich Siegmund, et son collègue Tim Krause, porte-parole du groupe parlementaire dans le Brandebourg, faisaient partie de cette réunion.

Ils ont tous confirmé leur présence mais «à titre privé». La direction de l'AfD s'est d'ailleurs immédiatement démarquée de ce plan en prétextant qu'il ne correspondait pas à ses principes et qu'elle n'avait pas organisé la conférence.

Le chancelier, qui habite à Potsdam, a condamné ce projet de «fanatismes» qui se nourrit de «fanatismes». «Nous n'accepterons jamais qu'on détermine qui est Allemand en fonction de ses origines», a déclaré Olaf Scholz quelques heures après les révélations.

Un air de conférence de Wannsee

Le lieu de la réunion est d'autant plus choquant que cet hôtel de Potsdam ressemble étonnamment à la villa Marlier située à seulement quelques kilomètres et qui a accueilli, le 20 janvier 1942, la conférence de Wannsee chargée de la mise en pratique de la «solution finale». «Cela nous a rappelé le chapitre le plus sombre de l'histoire allemande», s'est indigné le président du groupe parlementaire des libéraux, Christian Dürr.

L'affaire confirme la menace de l'extrême droite en Allemagne contre la démocratie. En 2022, la police avait démantelé le réseau nommé «Citoyens de l'empire» (Reichsbürger) qui fomentait un coup d'État pour restaurer l'empire allemand dans ses frontières de 1871. «Ce n'était pas un projet fantaisiste mené par des retraités nostalgiques mais par des gens organisés au niveau fédéral avec des ramifications dans l'administration», insiste Melanie Amann, journaliste d'enquête au magazine «Der Spiegel». Actuellement en

«Nous n'accepterons jamais qu'on détermine qui est Allemand en fonction de ses origines.»

Olaf Scholz,
chancelier allemand

«Cela nous a rappelé le chapitre le plus sombre de l'histoire allemande.»

Christian Dürr,
président du groupe parlementaire des libéraux

procès, plusieurs membres sont soupçonnés d'avoir planifié une attaque armée du parlement, avec l'aide de leurs contacts dans la politique, l'armée et l'administration.

Les services de renseignement savaient que la villa de Potsdam était un lieu de rendez-vous de conférences pour extrémistes depuis 2017, comme le révèle le «Tagesspiegel». Parmi les participants, le quotidien régional cite la tête de liste de l'AfD aux prochaines européennes, Maximilian Krah, mais aussi le chef idéologique de l'AfD, l'éditeur Götz Kubitschek, ou encore l'ancien chef des renseignements généraux allemands, le chrétien-démocrate Hans-Georg Massen (CDU), qui rêve de rompre le «ordon sanitaire» pour s'allier à l'extrême droite.

Épuration ethnique

Cette affaire a relancé le débat sur une procédure d'interdiction de l'AfD. «Ce parti est devenu ce que le NPD (ndlr: une formation néonazie qui avait échappé à une interdiction) était autrefois, c'est-à-dire extrêmement radical», a prévenu Marco Wanderwitz, le délégué du gouvernement fédéral chargé des «nouveaux Länder», favorable à une plainte devant le Tribunal constitutionnel.

Depuis l'éviction des «modérés», l'AfD s'est radicalisée au point que l'homme fort de la formation, proche des néonazis, est surveillé par les renseignements généraux. Björn Höcke, le président de la fédération de Thuringe, prône «l'homogénéisation ethnique» de l'Europe. «Inspiré par le national-socialisme, il projette lui aussi de déporter des citoyens allemands», insiste Hendrik Cremer, expert de l'extrême droite à l'Institut allemand des droits de l'homme (DIMR).

Björn Höcke devrait obtenir, selon les sondages, 36% des voix comme tête de liste aux élections de Thuringe de septembre 2024, soit presque deux fois plus que les conservateurs de la CDU (20%).